

## Sarkophage pour la recherche

Enfin ! Enfin ! Dans son article du *Monde* du 21 septembre, Sarkozy s'exprime sur l'enseignement supérieur et la recherche. Enfin, car on aurait aimé l'entendre quand, en 1986, en 1993 puis en 2002, quand chaque retour de la droite au pouvoir s'accompagnait de coupes de crédits à la hussarde. Enfin aussi, parce qu'il fut le seul homme politique qui, invité aux Etats généraux de la recherche (EGR) en 2004, n'a pas eu le courage de venir s'y exprimer. Mais Zorro s'est réveillé et il nous ressert les formules pré-digérées d'un modèle américain caricaturé.

Par Henri Audier, membre du bureau national du SNCS-FSU

### Les crédits sous haute surveillance.

S'il est très disert sur les statistiques du passé et le retard de la France, Sarkozy l'est dangereusement moins sur ses engagements futurs. La nécessité d'atteindre 3 % du PIB pour la recherche n'y figure pas, et il n'est jamais dit que l'objectif est d'augmenter fortement les moyens. Il est d'abord question de les redéployer et de : « *dégager d'importantes marges de manœuvre budgétaires, ce qui requiert un effort très important de maîtrise de la dépense publique* », l'affaiblissement des organismes pensant un effort sur les universités.

### Les universités en liberté conditionnelle.

Si Sarkozy considère que les universités doivent avoir « *une plus grande maîtrise des orientations scientifiques* », cela s'accompagne d'une critique « des financements récurrents des structures » et de l'apologie « du financement sur projet ».

En fait, les laboratoires universitaires recevront leurs financements des « agences de moyens » et de l'Agence nationale pour la recherche (ANR) dont il faut rappeler qu'elle a été imposée par Sarkozy, quand il était ministre des Finances.

Comment assurer dans ces conditions un lien étroit entre enseignement et recherche ? Ce d'autant qu'il n'est pas proposé de créer plus d'emplois d'enseignants-chercheurs pour permettre à ceux-ci de faire plus de recherche, mais de leur donner « *une liberté de choix plus importante, entre le temps consacré à la recherche, et celui dévolu à l'enseignement* ». Cette « autonomie des universités » ne se situe nullement dans le cadre d'une politique nationale de la recherche, mais sur une destruction systématique des organismes.

### Les organismes de recherche karchérisés.

Si le système français doit être réformé, les mots ont un sens. Quand on écrit que « *le système français est encombré par l'empilement des organismes* », on arrive naturellement à la conclusion que les organismes doivent « *être recentrés sur leur rôle d'Agences de moyens, qui financent, évaluent mais ne gèrent pas ou peu* ». Or, quelles que soient les critiques à faire aux organismes, une recherche de haut niveau existe dans les universités, non pas malgré, mais grâce aux organismes. Toute réforme visant à redresser nos universités doit donc se faire avec les organismes et non contre eux.

### Les statuts reconduits à la frontière.

Là, on tombe dans le populisme ordinaire de Sarkozy qui veut « *permettre de gagner davantage à ceux qui travaillent plus* ». Il feint d'ignorer que les chercheurs sont évalués régulièrement, et que le ministre des Finances qu'il fut n'a rien fait pour reconnaître leur travail.

Il propose de casser les statuts, en les doublant par un système « de contrats à durée indéterminée », et de briser leur caractère national en donnant aux universités « *beaucoup plus de latitude dans la gestion de leurs ressources humaines* ». Sans parler de l'ANR, pour développer la précarité.

Le fait que Sarkozy se positionne avant la sortie de la LOP, montre que la recherche et l'enseignement supérieur sont devenus des enjeux majeurs de société et du débat politique. Cela, c'est la grande victoire du mouvement des scientifiques et de Sauvons la recherche (SLR). Les scientifiques ont fait des propositions, il y a déjà un an : la LOP doit se baser sur les réformes avancées par les Etats généraux et les propositions des syndicats et de SLR.